

### **La conférence de Potsdam (juillet 1945)**

est organisée par les puissances alliées (les États-Unis représentés par Harry Truman, l'URSS par Joseph Staline, et le Royaume-Uni par Winston Churchill puis Clement Attlee) pour fixer le sort des nations ennemies. Elle a débuté le 17 juillet et s'est terminée le 2 août 1945 au château de Cecilienhof, près de Potsdam, à l'ouest de Berlin. Le 26 juillet, un ultimatum est signifié à l'Empire du Japon, au nom des États-Unis, du Royaume-Uni et de la République de Chine. Potsdam est précédée des conférences inter-alliées de Téhéran de décembre 1943 et de Yalta en février 1945.

Elle s'est déroulée avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale pour fixer le sort des ennemis des forces alliées. Si l'Allemagne a capitulé depuis deux mois, le Japon refuse toujours de capituler. Les États-Unis décident alors d'utiliser la bombe atomique : à Hiroshima le 6 août 1945 et à Nagasaki le 9 août. Le 2 septembre 1945 le Japon capitule.

L'accord de Potsdam est promulgué et signé par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique, le 26 juillet 1945.

Le Troisième Reich est démantelé et la séparation entre l'Allemagne et l'Autriche exigée, chacun de ces deux territoires doit être divisé en quatre zones d'occupation. L'Allemagne voit un déplacement vers l'ouest de sa frontière orientale et perd la Prusse-Orientale au profit de la Pologne et de la Russie qui occupe Königsberg. Ceci représente une perte d'environ 25 % de son territoire dont la Haute-Silésie, deuxième centre industriel du pays.

L'expulsion d'Europe de l'Est des populations ethniquement allemandes, largement entamée : soit de manière spontanée par les Allemands eux-mêmes fuyant devant l'Armée rouge, soit, dans une majorité des cas, initiée par la nouvelle administration polonaise, soit initiée par les populations locales. La Tchécoslovaquie entérine légalement cette expulsion ethnique, et dès le 2 août 1945 retire la citoyenneté tchécoslovaque aux ressortissants des minorités allemande et hongroise. Au total plus de 11 millions d'Allemands sont expulsés.

Les « quatre D » sont mis en place, soit le désarmement ou la démilitarisation, la dénazification et la démocratisation. Dans le cadre de la dénazification, on décide du jugement des criminels de guerre. Ce sera les procès de Nuremberg.